

dination avec la FORPRONU et conformément à l'OPLAN pertinent, comme prescrit par le Conseil des 2 et 9 août 1993 ;

10) appelle le gouvernement de Bosnie-Herzégovine à ne pas entreprendre d'action militaire offensive de l'intérieur des zones de sécurité et, à cette fin, à coopérer en cas de contrôle de ses armes lourdes par la FORPRONU ;

11) invite le Secrétaire général à informer de ces décisions le Secrétaire général des Nations unies.

22 AVRIL 1994

Bosnie - Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à France-télévision

Ex-Yougoslavie - Bosnie - Gorazde - ultimatum de l'OTAN

Q - (Sur l'efficacité comparée de l'ultimatum de Sarajevo et de celui de Gorazde)

R - L'ultimatum de Sarajevo a été efficace et la situation à Sarajevo s'est stabilisée et améliorée après l'ultimatum de l'Alliance atlantique.

La France, pour ce qui la concerne, souhaitait qu'après la résolution du Conseil de sécurité, adoptée cette nuit, la force fut mise à la disposition du droit. C'est ce que l'Alliance atlantique est en train de décider et j'espère que ceci pourra se mettre en place dans les plus brefs délais. Il faut maintenant que les Serbes prennent la responsabilité qui est la leur. Il faut qu'ils s'engagent à la désescalade et il faut qu'ils sachent que le processus de négociation est ouvert à tout moment, qu'ils cessent donc de bombarder, qu'ils cessent de tuer et que tout le monde se remette autour de la table de négociation.

Q - Estimez-vous comme le Premier ministre Edouard Balladur hier soir que ce qui se passe à Gorazde, c'est honteux ?

R - Bien sûr que c'est honteux et c'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés de toutes nos forces pour faire cesser cela ; je le rappelle, la résolution du Conseil de sécurité est une initiative française, elle a été votée à l'unanimité y compris par les Américains et par les Russes. Nous avons soutenu ensuite l'idée d'une implication plus forte de l'Alliance atlantique ; de même, la proposition d'un sommet entre les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne et les Nations unies est une idée française que le Président de la République et le gouvernement ont avancée il y a plusieurs jours maintenant ; j'espère que nous allons là aussi avancer dans cette direction.

PARIS, 22 AVRIL 1994

Rwanda - Déclaration du ministre de la Coopération, M. Michel Roussin au journal "Le Nouvel économiste"

France - Rwanda

Un déchaînement de violence frappe le Rwanda depuis la disparition brutale du président Habyarimana. A la veille des accords d'Arusha, le 4 août 1993, le Rwanda était éclaté en trois forces : le FPR à majorité tutsi soutenait depuis 1984 une lutte très dure contre le pouvoir hutu, lui-même divisé entre faucons et colombes. Seul le Président Habyarimana paraissait en mesure d'arbitrer.

Le rôle de la France a toujours été clair : il s'agissait de tenter de ramener la paix, par des négociations sous contrôle international, en évitant l'écrasement de l'une ou l'autre des parties. Depuis 1975, nous étions liés par un accord de coopération militaire, dans les domaines de la formation et du conseil. Et notre coopération civile était forte d'une centaine d'assistants ou de volontaires du progrès.

La France n'a cessé d'œuvrer sur le plan diplomatique pour une solution de paix. C'est ainsi qu'ont pu être signés avec le soutien des Nations unies, de l'OUA et celui des pays africains de la région (Tanzanie, Ouganda, Burundi, Zaïre...) les accords qui prévoyaient un retour progressif des éléments du FPR dans la vie politique. Ce retour devait s'effectuer sous le contrôle d'une force des Nations unies. Nous avons aussitôt réduit notre présence militaire, revenue en 1994 à une vingtaine de coopérateurs. La paix signée et le FPR réintégré dans le jeu politique, c'était désormais aux Rwandais de gérer leurs problèmes intérieurs. Si notre devoir était de faciliter le dialogue, nous n'avions pas à nous immiscer dans la gestion intérieure du pays.

Les événements du 6 avril ont hélas ressuscité les vieux démons rwandais. Nous avons vite compris que les 2 500 casques bleus avaient besoin du renfort de nos parachutistes. La France a rappelé à l'ONU sa mission. Puisse la sagesse amener les Rwandais à trouver les voies du dialogue et de la paix.

France - Afrique

La France ne lâche pas l'Afrique. Elle est, comme toujours, disposée, avec l'appui de la communauté internationale et notamment africaine, à reprendre inlassablement son rôle : permettre à la démocratie de progresser en Afrique, aux opinions de s'y exprimer, à la stabilité de s'instaurer pour rendre possible le développement.